



Trafic international

Bulletin électronique

COLOMBIE: Conflit de la drogue ou conflit politique?

En dépit des bons offices de l'Union européenne et de la France en particulier, les négociations de paix entre le gouvernement colombien et les guérillas de gauche, entamées au début de l'année 1999, sont dans l'impasse. La tenue d'élections présidentielles en 2002 auxquelles le président Andrés Pastrana ne pourra se présenter est un élément supplémentaire d'incertitude. Les groupes paramilitaires d'extrême droite (6 000 à 8 000 hommes) qui ne sont pas reconnus comme des interlocuteurs par le gouvernement, se sont considérablement renforcés depuis quelques mois et ont entrepris une offensive sans précédent contre les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) qui regroupent, à elles deux, de 15 000 à 20 000 combattants. Certains observateurs estiment que non seulement la drogue est la principale source de financement des groupes armés, mais qu'elle en est devenue le principal motif d'affrontement. En effet le développement ininterrompu des activités liées au narcotraffic depuis le début des années 1980, a connu une brutale accélération à partir du milieu des années 1990.

La Colombie qui n'était encore à cette date que le troisième producteur mondial de feuilles de coca avec moins de 40 000 hectares de cultures illicites, en est devenue aujourd'hui de très loin le premier devant le Pérou et la Bolivie. Selon les autorités colombiennes, les cultures de cocaïers s'étendaient en 2000 sur plus de 160 000 hectares, de quoi produire théoriquement 580 tonnes de chlorhydrate de cocaïne, soit 80 % de la production latino-américaine de cette drogue. À cela s'ajoute la production de 5 à 6 tonnes d'héroïne et de 4 000 tonnes de marijuana. Les États-Unis, en octroyant dans le cadre du « Plan Colombie », un milliard de dollars d'équipement militaires aux forces de l'ordre colombiennes pour combattre le narcotraffic considèrent implicitement que le règlement du conflit exige comme préalable l'éradication du trafic de drogue. Ceux qui, comme les pays de l'Union européenne, privilégient au contraire une solution politique passant par la négociation, ne devraient cependant pas

faire l'économie d'une évaluation du rôle du narcotraffic dans le conflit.

L'héritage d'une tradition de contrebande

Non seulement il y a plus de trente ans que le commerce des drogues est apparu en Colombie, mais cette activité est elle-même l'héritière d'une tradition très ancienne d'illégalité et de contrebande.¹ En particulier le département d'Antioquia, dont Medellín est la capitale, a un débouché sur la côte caraïbe, le Golfe d'Uraba. En 1802 par exemple, le commerce illégal des pirates, des aventuriers et des commerçants, destiné à la Jamaïque et aux colonies non espagnoles, représentait des revenus trente fois plus élevés que ceux que percevait la couronne d'Espagne sous la forme de taxes. Le département d'Antioquia a connu successivement le boom de la production minière (XVII^e et XVIII^e siècle), du café (à partir de la fin du XIX^e), de la banane et du

pétrole (après la seconde Guerre mondiale). Ces dernières activités ont permis un véritable décollage industriel — céramique, verre, métallurgie, textile — qui s'accompagna d'activités bancaires spéculatives.

Mais, dès le milieu des années soixante, s'amorce la récession. L'industrie textile, moteur du développement, est durement touchée par la concurrence asiatique. L'exode rural amplifie les effets du chômage qui, en 1979, touche dans le département 15,7 % de la population contre 6,3 % à Bogota, la capitale. Une des conséquences principales de la crise a été une vague de migration sans précédent en direction des États-Unis. Elle connaît son apogée entre 1962 et 1970, mais se poursuit sans interruption depuis. Le génie de Pablo Escobar fut précisément d'avoir monté ses réseaux en utilisant la présence dans le pays du Nord d'une importante colonie antioquiana de plus de deux millions de personnes que certains chercheurs qualifient de « diaspora commerciale ». « Non seulement l'impact de la crise industrielle des années 1970 fut amorti par l'argent du narcotraffic, mais celui-ci permit la réactivation de l'économie de la région »². L'offre d'argent transforme Medellín en centre financier très actif. Les dépôts sur les comptes bancaires passent de 10 milliards de pesos en 1971 à 407 en 1982. Une grande partie de cet argent provenait de l'exportation annuelle de 50 tonnes de cocaïne sur le marché américain. Ce processus s'est, pour l'essentiel, déroulé sans participation des guérillas.

1. BETANCOUR (D.) et GARCIA (L.-M.), *Contrabandistas, marimberos y mafiosos. Historia social de la mafia colombiana (1965-1992)*, Bogota, Tercer Mundo, 1994.

2. *Ibid.*

L'implication par étape des FARC dans l'économie illicite

Les FARC, formellement constituées en 1964, ont leur racine dans des zones autonomes (« Républiquettes ») gérées par le Parti communiste dans les années cinquante. Les cultures du cocaïer ont commencé à prendre de l'extension dans les zones contrôlées par les FARC au début des années 1980. La guérilla a d'abord fixé le montant des salaires payés par les trafiquants aux cueilleurs de feuilles de coca en échange d'un prélèvement de 7 % à 10 % payé par les paysans. Cet impôt, *gramaje*, n'était pas appliqué aux cultures vivrières. La guérilla percevait également 8 % du prix payé par les commerçants pour l'achat de feuilles ou de pâte base de cocaïne. Parallèlement, les FARC ont exercé des pressions sur les agriculteurs pour qu'ils consacrent 2/3 des superficies aux productions vivrières. De même, dans les zones sous leur contrôle, elles ont interdit la présence de voleurs, de mouchards et de tueurs à gage et, surtout, elles ont pris des mesures vigoureuses, pouvant aller jusqu'à la peine de mort infligée aux consommateurs de basuko (cigarettes imprégnées des déchets de base de cocaïne).

Leur rôle d'intermédiaire entre producteurs et commerçants a permis aux FARC d'obtenir des ressources qu'elles ont réinvesties dans le financement de leur expansion territoriale : leurs « fronts » (colonnes d'une centaine de guérilleros) sont passés de 7 à 32 entre 1978 et 1987. Les nouveaux fronts sont apparus dans des régions présentant un intérêt économique du fait de la présence de pierres précieuses, de pétrole et, surtout, des drogues. Ce renforcement de l'organisation n'est pas sans conséquence politique. En effet les fronts les plus anciens, composés de guérilleros formés politiquement et ayant une grande expérience de la lutte populaire, ont tendance à rester fixés dans des régions anciennement occupées par la guérilla et qui n'ont

aucun potentiel économique. Les nouveaux fronts sont composés de guérilleros plus jeunes qui ont des pratiques plus militaristes. Cette situation a été aggravée, au début des années 1990, par la mort de Jacobo Arena, le dirigeant et idéologue de l'organisation, remplacé par des chefs militaires sans grande formation politique.

La guérilla prend en main la commercialisation

Les FARC ne se sont pas contentés de prélever une taxe sur les cultures de coca. Depuis le début des années 1980, elles ont tenté de se financer par la commercialisation du produit fini, ce qui a entraîné des relations complexes avec les narcotraffiquants. À l'intérieur des FARC, le « lobby de la drogue », représenté dans leur état-major par la Commission des infrastructures et certains membres de la Commission des finances a plaidé, en vain, pour que l'organisation s'engage dans la fabrication et la commercialisation de la cocaïne hors de ses zones d'opération en collaboration avec les narcos. C'est ce lobby qui a néanmoins obtenu, au début des années 1990, alors que les perspectives militaires paraissent bloquées, que la guérilla cultive le pavot sur les terres dont elle est directement propriétaire. En effet, les surpris qui étaient alors payés pour l'opium, 1 000 à 1 500 dollars le kilo (contre de 30 à 70 dollars en Asie), ont donné l'illusion aux FARC qu'elles avaient une véritable mine d'or entre les mains. Certains fronts de l'ELN, malgré les réticences de la direction de cette organisation, succombent également à la tentation. Les régions de culture du pavot sont celles où les guérillas et les paramilitaires ont enregistré, depuis le début des années 1990, la plus forte expansion. Au milieu des années 1990, les FARC et l'ELN se seraient mis d'accord pour unifier leurs critères en matière de prélèvement sur le trafic des drogues. Les tarifs seraient désormais les suivants : 11 dollars par mois pour la « surveillance » d'un hectare de cultures illicites ; 11 000 dollars par

mois pour la protection d'un laboratoire ; 5 dollars par kilo de cocaïne qui en sort ; 20 dollars par kilo embarqué dans un avion ; 15 000 dollars pour chaque avion décollant d'une piste clandestine.

À partir d'informations fournies par des repentis et des saisies de disquettes informatiques, la revue colombienne *Semana* a publié, en juillet 1992, une évaluation des revenus des FARC. Ces derniers se seraient élevés à 140 millions de dollars, dont 70 pour la drogue, 15 pour les enlèvements contre rançon, 5 chacun pour l'impôt sur le bétail et l'exploitation des mines d'or. Les revenus tirés de la drogue ont dû sensiblement augmenter depuis dix ans. En ce qui concerne l'ELN ses revenus, alimentés essentiellement par les enlèvements, le racket sur les compagnies pétrolières, l'or et le charbon, auraient représenté la moitié de ceux des FARC,

En 2000 et 2001, des informations de sources policières ou militaires ont fait état de présence d'émissaires des FARC pour négocier avec les organisations criminelles chargées l'importation de drogues colombiennes, au Paraguay et au Mexique. Mais ces assertions n'ont jamais été étayées par des preuves. Tout laisse penser que les FARC sont donc tout au plus des intermédiaires du commerce local et qu'elles n'interviennent ni au niveau des exportations ni à celui de la commercialisation en dehors du pays, étapes auxquelles se fait l'essentiel des profits.

L'implication des paramilitaires

Cependant, tandis que toute l'attention des organes de répression nationaux et internationaux s'est longtemps portée sur les régions tenues par les FARC, les groupes paramilitaires — sous le sigle Autodéfenses unies de Colombie (AUC) dont le chef incontesté est Carlos Castaño — ont étendu leur influence dans tout le pays avec la complicité de l'administration. Ils bénéficient des ressources financières des narcotraffiquants (quand

ils ne sont pas eux-mêmes directement impliqués) et de l'appui logistique d'officiers de l'armée. Le président Andrés Pastrana est le premier à avoir tenté de mettre fin à ces pratiques. Ainsi, la XXème brigade, entraînée par la CIA et spécialisée dans les opérations anti-guérilla, a été démantelée pour ses liens avec les paramilitaires en mai 1998.

Il avait fallu attendre le 10 août 1997, la destruction d'un complexe de quatre laboratoires très sophistiqués et la destruction de 700 kilogrammes de cocaïne à Yacopí (Cundinamarca) pour que l'implication des paramilitaires dans le trafic de drogues soit officiellement reconnue. En janvier 1998, les autorités ont détruit un laboratoire qui produisait 2 t de pâte base par semaine dans une commune du département d'Antioquia. Des documents trouvés sur place ont prouvé qu'il appartenait à Carlos Castaño, le chef des paramilitaires, qui a fini par reconnaître l'implication de l'AUC dans le narcotrafic.

On observe en particulier que la plus grande partie de la cocaïne qui arrive par voie maritime dans les ports espagnols, belges et hollandais, provient de ports de la côte pacifique et atlantique, en particulier celui de Turbo dans l'Urabá, situés dans des territoires qui sont sous leur contrôle politique et militaire de l'AUC. Comme nous l'avons signalé plus haut, c'est au niveau des exportations que se font les profits les plus importants en Colombie.

Les paramilitaires qui sont maintenant présents dans pratiquement tous les départements du pays, font une vraie guerre de contrôle du territoire aux mouvements de guérilla, en particulier depuis que se sont ouvertes les négociations de paix, pour récupérer les régions productrices de coca qui sont leur base économique commune. Cela a été le cas particulièrement dans le Putumayo au sud et dans les départements de la côte pacifique, considérés jusqu'à une date récente comme des oasis de paix où l'on ne cultivait pas les plantes à drogues. Logique circulaire: cette guerre est d'autant plus nécessaire que le

financement du conflit entre les deux groupes est de plus en plus coûteux.

Un conflit néanmoins politique

La drogue est donc incontestablement un des nerfs, sans doute le principal, du conflit qui embrase actuellement la Colombie. En permettant le renforcement du potentiel militaire des belligérants il est aussi un facteur de sa prolongation. Pour autant, leur unique objectif est-il la recherche du profit et la simple auto reproduction de leur organisation, indépendamment de toute visée politique? L'appréciation sur les intentions réelles des FARC – faire aboutir les négociations ou simplement gagner du temps afin de renforcer leur potentiel militaire – peut apporter un premier élément de réponse. Lors du démarrage du processus de paix, à la fin de 1998, les FARC avaient la capacité d'infliger d'importants revers à l'armée, au cours de sanglantes embuscades ou de la prise et de la destruction de bases militaires et de postes de police (400 militaires ou policiers sont prisonniers de la guérilla depuis cette époque). D'où sans doute la tentation de faire du processus de paix une simple arme tactique. Mais, au cours de l'année 1999, l'armée régulière a considérablement amélioré sa capacité au combat (progrès dans les domaines du renseignement, de l'équipement, de la coordination entre les unités et de la stratégie antiguérilla). Les

FARC ont en conséquence, à leur tour, subi d'importants revers. Certains observateurs estiment que la guérilla, ayant pris conscience qu'elle risquait d'être marginalisée par une armée appuyée par les États-Unis, a décidé de s'engager dans les négociations dans le but d'obtenir, en échange d'un éventuel désarmement, des avantages politiques (train de réforme, création d'un parti légal, administration civile des zones où elles sont implantées, etc.). Leur acceptation d'une médiation internationale et leur proposition de se livrer, en échange d'une aide économique, à la substitution des cultures illicites, vont dans le même sens.

En ce qui concerne les paramilitaires, un certain nombre d'indices laissent penser qu'ils constituent un des instruments d'un projet autoritaire, appuyé par des secteurs militaires, économiques et politiques colombiens. Par exemple au moment où se préparaient les élections présidentielles de 1998, des secteurs ultras conservateurs du Parti libéral, avec l'appui de ces milices d'extrême droite, envisageaient de présenter leur propre candidat face au candidat officiel du parti, Horacio Serpa. La guérilla, qui considère que les paramilitaires sont un simple appendice de l'appareil d'État, refuse qu'ils soient associés aux négociations de paix. Situation d'autant plus délicate que si les paramilitaires sont utilisés par des forces politiques, le trafic des drogues leur fournit les moyens de leur autonomie.

Alain Labrousse ■

SERBIE-KOSOVO: l'héroïne du conflit

Depuis le début du mois de mai se déroule un conflit dans la région albanaise du nord de la Macédoine entre les forces gouvernementales et la version locale de l'Armée de libération (UCK). Simultanément, les forces serbes, sous contrôle de l'OTAN, ont repris le contrôle à la fin du même mois, de la région du sud de la Serbie, à la frontière du Kosovo, occupée par la guérilla albanaise.

Selon de nombreux observateurs, en particulier les représentants de l'Union européenne, ce dernier conflit qui a éclaté en novembre 2000 dans la région de Presevo entre les forces de sécurité serbes et une « Armée de Libération »

albanaise (UCPMB), — une référence à trois villages, Presevo-Medvedja-Bujanovac —, découlaient de la nécessité de contrôler l'acheminement d'importants convois de drogues dans une région par où passe un segment de la « Route des

Balkans » de l'héroïne. Bien qu'il n'existe encore que peu d'informations disponibles à ce sujet, un certain nombre d'antécédents au Kosovo et en Albanie, confortent cette hypothèse.

On sait qu'au début des années 1990, de nombreux Albanais se livraient à un trafic de fourmis pour vendre en Suisse de l'héroïne, acquise à Istanbul, afin d'acheter des armes. Ces dernières, stockées dans la région albanaise du nord de la Macédoine, devaient servir au soulèvement de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) contre les Serbes. Lorsque, après leur intervention, les États-Unis et l'OTAN ont tenté de désarmer les miliciens de l'UCK qui n'ont pas été intégrés dans le corps de police provisoire du Kosovo, l'organisation militaire kosovare a resserré ses relations avec les mafias italiennes pour se livrer à un intense trafic de drogues et de main d'œuvre clandestine en échange d'armes.

Dans certaines affaires, la présence de l'UCK en tant que telle a été clairement établie, notamment par la justice italienne; dans d'autres, l'identité des commanditaires de trafics « albanais » est restée occultée³. En juin 1998, une centaine de personnes parmi lesquelles de nombreux kosovars qui appartenaient à huit réseaux char-

gés d'introduire des armes au Kosovo ont été arrêtés à travers l'Italie et d'autres pays européens pour un trafic de drogues et d'armes. Selon le procureur de Milan, 100 kg d'héroïne et de cocaïne, servant à payer les armes, ont été saisis.⁴

Le 12 mars 1999, la police tchèque a annoncé l'arrestation à Prague du kosovar Princ Dobroski, évadé d'une prison norvégienne et considéré comme l'un des plus importants trafiquants de drogue en Europe. Le porte-parole de la police a précisé à l'AFP que des documents attestent, sans ambiguïté, que l'homme, âgé de 35 ans, utilisait le produit de son trafic pour des achats d'armes. Il a refusé cependant de confirmer ou d'infirmer que ces armes étaient destinées aux indépendantistes du Kosovo, comme l'écrivait le même jour le quotidien *Lidove Noviny*. Citant un membre des services secrets tchèques (BIS), le journal a indiqué en effet que ces armes étaient livrées à l'Armée de libération du Kosovo (UCK).⁵

À la fin de ce même mois, c'est un journal italien, *Tempo*, qui reproduisant une interview du procureur national anti-mafia, Alberto Mariati, publiait que l'UCK était « liée à la mafia de Naples, la Camorra, ainsi qu'à celle des

Pouilles » et que « Les clans du Kosovo sont investis dans le trafic de drogues et autres activités criminelles en Italie comme dans d'autres pays ». *The Times* de Londres, en avril 1999, indiquait qu'Europol préparait un rapport pour les ministres européens de l'Intérieur et de la Justice soulignant les connexions entre l'UCK et les narcotrafiants. Selon ce magazine, les polices d'Allemagne, de Suisse et de Suède, détiendraient les preuves du financement partiel de l'UCK par la vente de drogues.

Simultanément, à partir de juin 1999, les organisations criminelles albanaises sont retournées au Kosovo avec les réfugiés, non seulement pour mettre en place des réseaux de trafic, mais également pour s'infiltrer dans les structures administratives mises en place par les Forces de paix au Kosovo (KFOR) et la Mission provisoire administrative des Nations unies (Minuk). Au point que le Kosovo risque, malgré la victoire du modéré Rugova lors des élections municipales à l'automne 2000, de devenir un mini État mafieux.

A. L. ■

3. Francesci SILVESTRI, « Mafia Network in the Southern Balkans » in Carmine LANZI [ed], *Albania, A Country of Europe. The Migration Factor*, Turin, Edizioni Gruppo Abele (EGA), 2000.

4. AFP, 18-9-1998.

5. AFP, 12-3-1999.



Drogue Trafic International (DTI) se situe dans le champ de la « géopolitique de l'offre » tel qu'il est envisagé par l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (OEDT). L'OFDT, dans un proche avenir, devra en effet alimenter l'OEDT d'informations et d'analyses sur ce thème. DTI se penche donc de façon prioritaire sur les réseaux alimentant l'Europe et la France; sur les politiques des pays européens ainsi que les sur les pays bénéficiant de la coopération de la France dans le domaine des drogues. Les sources d'information sont officielles (gouvernements, PNUCID/ODDCP, OICS, Interpol, etc.) ou proviennent de « correspondants » de terrain (chercheurs, membres d'ONG, journa-

listes, etc.). Bien que les articles soient publiés sous la responsabilité de leurs auteurs, ils font l'objet préalablement de vérifications auprès de spécialistes, de recoupements, etc. En dépit de ces garanties, il est clair que « la géopolitique de l'offre » s'inscrit dans le cadre des sciences humaines et ne peut reposer (sauf en ce qui concerne les saisies ou les arrestations par exemple) sur les mêmes critères que les autres publications de l'OFDT. D'où l'inclusion d'une rubrique « mise au point » incluant d'éventuelles rectifications ou commentaires.

Rédacteur en chef: Alain Labrousse/Assistant du rédacteur en chef: Hassan Berber
Directeur de publication: Jean-Michel Costes
Maquette - mise en page: Frédérique Million

OFDT - 105 rue la Fayette - 75010 - Paris
Tél : 01 53 20 16 16
Fax : 01 53 20 16 00
E-mail : ofdt@ofdt.fr
Site web : www.drogues.gouv.fr

Ce bulletin paraît tous les mois, une fois par trimestre sur support papier et deux fois sur trois comme bulletin électronique.

Prochaine parution : 6 juillet 2001 / Contributions : date limite 26 juin 2001